



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITÉ DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 19 DECEMBRE 2018

MONUSCO :

A quatre jours des élections, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC s'est exprimée hier devant le Conseil de sécurité des Nations Unies selon les dispositions de la résolution 2409, qui depuis avril dernier, demande au Secrétaire général de lui transmettre chaque mois un rapport sur l'évolution de la mise en œuvre du processus politique et électoral en République démocratique du Congo.

Leila Zerrougui a présenté les faits importants qui se sont déroulés ces dernières semaines et a indiqué aux membres du Conseil que la MONUSCO continue à accompagner, dans le cadre de son mandat, le peuple congolais qui se trouve à un moment décisif de son histoire.

Elle a expliqué poursuivre ses bons offices et rencontrer toutes les parties prenantes au processus en les appelant à participer aux prochains scrutins dans un esprit apaisé afin de garantir des élections paisibles, transparentes et crédibles, qui ouvriront la voie à une paix durable et à la sécurité pour la République démocratique du Congo et la région.

A l'issue de cette session, les membres du Conseil de sécurité ont diffusé une déclaration dont les grandes lignes sont les suivantes :

Ils se disent convaincus que les élections du 23 décembre constituent une opportunité historique de vivre le premier transfert de pouvoir démocratique et pacifique en République démocratique du Congo, la consolidation de la stabilité dans le pays et la création des conditions pour son développement.

Ils se déclarent préoccupés par les incidents enregistrés lors de la campagne électorale qui ont entraîné des pertes en vies humaines et des dégâts importants et appellent le Gouvernement à enquêter rapidement sur ces incidents.

Les membres du Conseil appellent également toutes les parties prenantes au processus, le Gouvernement et l'opposition, à participer au processus électoral de façon constructive et pacifique afin de garantir des élections transparentes, pacifiques et crédibles et préserver la paix et la stabilité en RDC et dans la région. Ils leur demandent aussi de rejeter toute forme de violence.

Enfin, ils appellent tous les acteurs politiques à garantir la liberté d'expression et de réunion ainsi que le droit de faire campagne sans entraves qui sont la marque distinctive de l'exercice démocratique de la volonté du peuple durant la période actuelle.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Cdr Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

On le voit, les messages convergent, que ce soient ceux de la Représentante spéciale ou des membres du Conseil de sécurité, c'est un appel au calme et à la tenue d'élections réussies qui marqueront ainsi l'histoire de la République démocratique du Congo.

Kasaï :

Le 70^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme a été célébré à Kananga le 14 décembre dernier, quatre jours après la date officielle du 10 décembre. Cette célébration a été l'occasion de rappeler l'importance de ce texte qui, pour la Haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, « *a été pensé comme une feuille de route pour guider les peuples du monde entier à l'abri des conflits et des souffrances et pour veiller à ce que les relations au sein des sociétés et entre les États soient durables et pacifiques.* »

A l'occasion, Essoh Essis, le chef de bureau de la MONUSCO à Kananga a souligné qu'il était nécessaire dans la région du Kasaï que chacun prenne la défense des droits de l'autre et que cet anniversaire constitue un rappel que « *la protection des droits des uns et des autres demeure une urgence prioritaire, un besoin primordial dans cette zone pour nous encourager à bannir toute forme de vengeance personnelle, de prise entre nos mains de la justice.* »

Du 13 au 14 décembre 2018, la section des Affaires civiles de la MONUSCO a organisé un atelier de renforcement des capacités pour 45 membres du Comité local de protection (CLP) à Lodja dans le but de renforcer les mécanismes de protection, d'identifier les menaces, faciliter le dialogue entre les communautés de Lodja sur leur contribution en matière de protection des civils.

Au cours de la session des notions de résolution de conflit, de gestion et de partage de l'information ainsi que du rôle du CLP ont été développées. A la suite de cet atelier, les participants se sont davantage engagés à améliorer la situation de la protection des civils en sensibilisant les membres de la communauté, en dénonçant les mauvaises pratiques et en alertant les autorités locales ainsi que la MONUSCO des menaces émergentes. Les participants ont également eu l'occasion de s'exercer à l'élaboration du plan de protection des communautés.

A Kananga, des travaux de réhabilitation des infrastructures de sécurité et d'électrification de cinq pavillons de la prison centrale de cette ville ont été lancés le 12 décembre 2018.

Financés par la MONUSCO, pour un peu plus de 45 000 dollars américains, ces travaux concernent notamment la réhabilitation de la porte d'entrée de la prison, la restauration de l'actuel poste de police avant d'être étendu à deux salles de fouilles, l'installation de deux nouveaux miradors métalliques ainsi que celle de panneaux solaires pour alimenter en énergie le bâtiment administratif et quatre pavillons de détenus.

L'unité d'Appui à la justice et à l'Administration pénitentiaire de la MONUSCO fait savoir que l'objectif de ces travaux est d'améliorer les conditions de travail du personnel de la prison et l'éclairage dans les dortoirs des détenus. Pour sa part, le directeur de la prison, César Kisimba, se réjouit du lancement de ces travaux qui, selon lui, vont notamment permettre de mieux sécuriser les détenus. La prison centrale de Kananga est très délabrée. Construite dans les années 1950 pour accueillir environ 300 détenus, elle compte actuellement 910 pensionnaires dont plus des deux tiers sont des détenus préventifs.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Cdr Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Du 7 au 10 décembre, la MONUSCO à Tshikapa a organisé une mission conjointe avec l'UNICEF à Kamako. A cette occasion des activités de sensibilisation ont été organisées dans cette localité où plusieurs Congolais refoulés de l'Angola ont besoin de protection et d'assistance.

Ainsi, la section Protection de l'enfant de la MONUSCO (CPS) a sensibilisé 23 éléments de la Police nationale congolaise (PNC) du commissariat de Kamako dans le territoire de Kamonia (150 km au sud de Tshikapa) à la protection de l'enfant. Cette sensibilisation s'est focalisée sur la définition d'un enfant et l'interdiction de l'utilisation d'enfants dans le processus électoral ainsi que sur l'attitude que la PNC devrait avoir à leur égard lors des opérations de contrôle de la foule.

Par ailleurs, la procédure applicable aux enfants en conflit avec la loi, en particulier ceux qui étaient associés aux groupes armés/ milices qui avaient fui vers l'Angola et qui sont retournés suite à leur refoulement de l'Angola leur a été rappelée.

Au cours de la même période, l'équipe conjointe CPS et Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme a sensibilisé 26 éléments des FARDC sur la protection de l'enfant et le respect des droits de l'homme. Ici, l'accent était mis sur la définition des six violations graves des droits de l'enfant en période de conflit armé plus particulièrement sur le recrutement et l'utilisation des enfants par les forces armées et les groupes armés dans les contextes d'un conflit armé.

Le 7 décembre 2018, la section des Affaires civiles de la MONUSCO a organisé une réunion de suivi avec 16 membres, parmi lesquels 5 femmes et 11 hommes, d'organisations de la société civile (OSC) à Kananga sur les stratégies de sensibilisation pour prévenir et éviter les violences électorales.

L'objectif de cette réunion était de travailler sur les recommandations de la réunion précédente du 2 novembre afin d'adopter la meilleure stratégie possible pour sensibiliser la population locale à la prévention de la violence électorale à Kananga. A l'issue de la réunion, il a été recommandé que les OSC rédigent un message de paix pendant la période électorale qui serait utilisé pour sensibiliser la population locale dans les églises, les mosquées, les réunions communautaires, sur les marchés, à l'université et dans les écoles. La section des Affaires civiles va soutenir cette activité en imprimant le message sur la paix pendant le processus électoral et faciliter sa diffusion.

La même activité a été organisée dans la localité de Kabeya Kamwanga en collaboration avec la section électorale, à l'attention de 50 membres des OSC (dont 20 femmes) sur la prévention de la violence électorale. Ici, la section des Affaires civiles a saisi l'occasion de sensibiliser les participants à la tolérance politique et à la non-violence et a réitéré le droit civique de toute personne de participer au processus électoral. Après la session, les participants se sont engagés à sensibiliser leur communauté à la prévention de la violence électorale et ont exprimé le souhait que des séances de sensibilisation soient organisées dans les quatre secteurs et villes du territoire de Kabeya Kamwanga.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Cdr Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Equipe de pays :

Large distribution d'articles ménagers pour les réfugiés centrafricains

La semaine dernière, à partir du 13 décembre, le HCR - l'agence des Nations Unies pour les réfugiés – a distribué des articles ménagers aux réfugiés et leur communauté hôte proche de la ville de Gbadolite, en province du Nord-Ubangi.

En l'espace de trois jours, 438 ménages ont pu bénéficier de cette distribution. 293 d'entre eux étaient des réfugiés centrafricains, et 145 faisaient partie de la communauté hôte. Le HCR cherche donc à venir en aide aux réfugiés tout comme à leur population hôte, pour soutenir les Congolais dans leur accueil des personnes dans le besoin.

En total, le HCR compte soutenir 19 500 ménages dans les provinces du Nord-Ubangi et du Haut-Uele, souvent dans des régions reculées. Dans cette dernière province, les distributions ont déjà commencé en novembre. Les articles ménagers distribués comprennent des couvertures, seaux en plastique, ustensiles de cuisine, moustiquaires et autres. Plus d'un quart des bénéficiaires seront des Congolais.

Cependant, cela ne correspond qu'à une fraction de ceux dans le besoin. Dans le Bas-Uélé seul, 29 000 réfugiés centrafricains sont en réalité répertoriés, sans parler de leur communauté hôte, tandis qu'au Nord-Ubangi, la distribution n'a pu se focaliser que sur les plus vulnérables, pour cause de quantités insuffisantes.

RD Congo : Le HCR exhorte à répondre aux besoins massifs des déplacés en termes d'abris

Le HCR, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés, est vivement préoccupé par le grand nombre de personnes laissées sans abri par les combats en République démocratique du Congo (RDC). En raison de la poursuite des violences, les organisations humanitaires n'ont pas accès à plusieurs régions, pour fournir une aide même la plus élémentaire aux personnes dans le besoin.

Le HCR estime que le logement d'environ 1,5 million de personnes est endommagé ou détruit. Les évaluations sont basées sur les conclusions d'un groupe de travail sur les abris, dirigé par le HCR et qui a enquêté dans sept des 26 provinces de RDC entre mai et novembre 2018.

Des affrontements meurtriers impliquant des groupes armés et les forces gouvernementales, ainsi que des attaques ciblées, ont réduit en cendres de nombreuses habitations. Des matériaux de construction et de toitures ont également été pillés et démantelés. Des personnes forcées de fuir rapportent que des villages entiers ont été incendiés et rasés.

Dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu, à l'est de la RDC, environ 88 000 habitations ont été détruites ou endommagées par la violence.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Cdr Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78 ; mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Beaucoup d'habitants n'ont eu d'autre choix que de fuir en quête d'abri, et ils comptent sur des familles d'accueil pour les héberger. Ceci met à rude épreuve des ressources déjà limitées, forçant certains à fournir des services sexuels ou à recourir au travail des enfants.

Dans des installations spontanées, les résidents vivent dans le dénuement et dans des conditions effroyables. Ils dorment dans des huttes faites de branches et de sacs en plastique. Peu protégés contre les éléments ou les intrus, ils sont exposés aux maladies. Le peu de possessions qu'ils ont encore finissent souvent par être volées. Les femmes et les jeunes filles sont exposées à un risque aigu de violence sexuelle.

Dans la zone touchée par le virus Ebola près de Beni, au Nord-Kivu, plus de 1 300 cas de violations des droits de l'homme contre des civils ont été enregistrés ces trois derniers mois, dont des attaques physiques, des tueries aveugles, des pillages et des enlèvements.

En Ituri, ces dernières semaines, des assaillants souvent non identifiés ont de nouveau attaqué des positions militaires et des civils. Suite à la nouvelle vague de violence qui frappe le territoire de Djugu en Ituri depuis septembre dernier, le HCR a reçu des informations faisant état de près de 100 000 personnes nouvellement déplacées dans la province.

On estime que plus d'un million de Congolais de RDC sont devenus des déplacés internes en 2018.

Le HCR exhorte toutes les parties à la violence à cesser immédiatement de prendre pour cible des civils et appelle également le gouvernement de la RDC à lutter contre les causes des déplacements forcés ainsi qu'à s'engager dans la recherche de solutions pour les victimes.

Nous exhortons également la communauté internationale à fournir des fonds supplémentaires, n'ayant reçu que 46 % des 201 millions de dollars nécessaires à nos opérations en RDC pour 2018.

Journée internationale des migrants 2018 :

Le monde a célébré hier, 18 décembre, la journée internationale des migrants. Pour cette année ; le thème choisi est "des migrants dignes". Dans son message à cette occasion, le directeur général de l'OIIM, Antonio Vitorino, a souligné que la dignité est au cœur de la mission de l'OIIM.

"Traiter tous les migrants avec dignité est ce qui doit guider notre action avant toute autre chose quand nous intervenons sur la scène migratoire – une question difficile en cette époque de difficultés pour la communauté internationale – car notre avenir en dépend. Mais aussi notre présent", a dit M. Antonio Vitorino.

En RDC, les migrations interurbaines sont très développées et près de la moitié des voyages est liée au travail/commerce soit (40 %). Le deuxième motif est la visite familiale (32 %), suivi des affaires privées (23 %). Ces frontières poreuses du pays enregistrent de fortes mobilités de populations avec des personnes qui traversent régulièrement la frontière vers les pays voisins. Cette situation engendre souvent des cas d'expulsions de ressortissants congolais ainsi que des défis majeurs dans la lutte contre les problèmes de santé publique

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Cdr Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

comme l'épidémie d'Ebola qui sévit au Nord-Kivu et en Ituri. Pour rappel, la province du Nord-Kivu, à elle seule, compte environ 8 millions d'habitants.

Situation militaire :

(Par le Commandant Nabil CHERKAOUI, porte-parole militaire de la MONUSCO)

Durant la quinzaine écoulée, la Force a poursuivi ses missions de patrouilles, de protection des civils à partir de détachements de réaction rapide ou de contrôles de certaines zones où les groupes armés restent actifs. Pour sa part, le Commandant de la Force le Général de Corps d'Armée Elias Rodrigues Martins Filho a présidé le briefing des attachés de défense au siège de la MONUSCO à Kinshasa le 15 décembre 2018.

Ce briefing a mis en exergue l'action menée par la Force de la MONUSCO pour remplir son mandat concernant la protection des civils, la neutralisation des groupes armés et la posture de la Force durant la période électorale en République démocratique du Congo.

Sur le plan opérationnel, les principales informations sur la situation sécuritaire de ces dernières deux semaines dans les différentes provinces sont les suivantes :

Dans la province de l'Ituri, la Force de la MONUSCO poursuit, de jour comme de nuit, ses activités militaires destinées à protéger les civils, neutraliser les éléments des groupes armés actifs dans cette province et à prévenir le développement de la violence. C'est dans ce contexte que des troupes onusiennes effectuent depuis le 5 décembre 2018 une opération de grande envergure, baptisée opération "**Pigeon blanc (PH-3)**" axée sur des déploiements tactiques et des patrouilles de domination de terrain dans les villages affectés par des actes de violence dus à certaines activités criminelles sporadiques et non structurées de la part de petits groupes armés non contrôlés.

Dans la province du Nord-Kivu, les troupes onusiennes ont conduit une panoplie de déploiements robustes, patrouilles de domination de terrain et aussi des activités d'engagement communautaire, visant en plus d'assurer la protection des civils, à renforcer le climat de confiance entre les troupes onusiennes et la population locale. De même, un appui essentiel continue d'être fourni aux forces de sécurité congolaises pour réduire la menace que constituent les groupes armés.

C'est ainsi qu'une base opérationnelle temporaire (SCD) a été ouverte à Birundule (25 km au sud-ouest de la compagnie de Kanyabayonga) le 13 décembre 2018 pour assurer une domination de zone et la neutralisation des activités des groupes armés.

Dans le territoire de Beni, l'environnement sécuritaire est marqué par une résurgence de la violence et des attaques contre les civils et les militaires des FARDC qui font face à une menace à front multiple, du nord, du sud et de l'est de Beni, de la part des éléments des Forces Démocratique Alliées (ADF) et des Mayi-Mayi. Suite à des coups de feu menaçant la population civile et afin d'apaiser cette tension, différents détachements de

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Cdr Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

réaction rapide de la Force de la MONUSCO ont été engagés. On peut citer par exemple, le 15 décembre 2018 à Maibo (10 km au nord d'Oicha) en renfort des FARDC, et d'autres le 16 décembre 2018 à Mangoko (5km au nord de Mavivi) et à Beni le même jour. Cette action proactive a permis de repousser ces attaques et les assaillants se sont retirés vers la forêt à l'aperçu de ces détachements.

Simultanément, la Force de la MONUSCO a contribué à faciliter l'action des agences humanitaires en charge de la lutte contre Ebola dans la région de Beni par la sécurisation des déplacements des équipes de l'OMS et de leurs partenaires jour et nuit dans la région de Mavivi et de Beni. C'est dans ce cadre que la Force de la MONUSCO à travers les forces spéciales tanzaniennes a déployé depuis le 20 novembre 2018 une base opérationnelle temporaire à Kanyihunga, afin de protéger le groupe d'experts Ebola qui s'y est rendu pour dispenser un vaccin contre Ebola à la population locale.

Dans les Kasai, les troupes de la MONUSCO continuent de participer à la sécurisation des camps des personnes refoulées d'Angola, particulièrement dans la localité de Kamako à l'ouest de Tshikapa. Malheureusement, on note une légère montée de violence dans cette zone suite à l'attaque d'une position des FARDC le 13 décembre 2018 au village de Kabumba (20 km au nord de Tshikapa) par des milices Kamuina Nsapu. Suite à cet incident, le bataillon marocain de Déploiement Rapide a dépêché une patrouille vers le village, laquelle patrouille a contacté le chef de village et la population déplacée pour les rassurer. Le même jour, l'entrepôt du CENI à Kinshasa a été brûlé, le bataillon ghanéen de la Force de la Monusco a envoyé ses camions citerne d'eau pour assister à l'extinction des feux.

Au titre de la coopération civilo-militaire, la force de la MONUSCO, à travers ses différents contingents, continue de dispenser des cours d'anglais et d'informatique pour les civils. En effet, du 6 au 14 décembre 2018, le bataillon indien de Déploiement Rapide a dispensé des cours à Himbi. Le même bataillon a accordé des séances de développement des compétences pour les sections locales, du 19 novembre au 28 décembre 2018, à la compagnie opérationnelle de Hilmi. Cette formation a été axée sur le développement des compétences dans les métiers de la menuiserie, de la mécanique automobile et de l'électricité. Dans le sillage de ces actions humanitaires, le bataillon uruguayen a fourni quotidiennement, du 7 au 13 décembre 2018, de l'eau potable à plusieurs orphelinats à Goma, tels que Happy Children, Children Voice et Tuluizeni Amour. En effet, 2 000 litres d'eau potable, des livres, de la nourriture fraîche et de l'épicerie ont été livrés à environ 495 orphelins de Goma.

Parallèlement, le 8 décembre 2018 le commandant du bataillon marocain de Déploiement Rapide accompagné de son staff a visité la prison centrale de Kananga. Ils ont mis en place un programme d'assistance médicale, ont offert des médicaments, et ont participé à un match de football avec les prisonniers suivi par une cérémonie de remise des cadeaux.

Enfin, malgré la poursuite des affrontements entre les groupes armés, la mission de protection par projection obtient des résultats encourageants. Ainsi, durant ce mois de décembre 2018, 21 éléments appartenant à divers groupes armés parmi lesquels 14 enfants soldats se sont rendus à la MONUSCO. Ils sont actuellement sous la charge du département **Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réintégration et Réinsertion (DDRRR)** de la Mission en vue de leur réinsertion.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Cdr Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

En guise de conclusion, les casques bleus poursuivent la traque des éléments négatifs à travers le lancement d'une série de déploiements tactiques temporaires, en ligne avec le mode opératoire adopté par la Force, basé sur la flexibilité et la mobilité, afin de protéger la population civile et réduire la menace que font peser tous ceux qui cherchent à déstabiliser la RDC.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Cdr Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13